

# Résumés des Communications

**FORUM**  
DE L'ACADÉMIE POLITIQUE

**KONRAD  
ADENAUER  
STIFTUNG**

4<sup>ÈME</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL

المغرب الكبير : الحتمية الجيوتاريخية و الرهانات الاستراتيجية

LE MAGHREB, DÉTERMINISME GÉO-HISTORIQUE  
" ET ENJEUX STRATÉGIQUES

GAMMARTH, LES 26 ET 27 OCTOBRE 2018

أشغال ندوة 26-27 أكتوبر 2018 قمرت

Résumés des communications (classés dans l'ordre alphabétique des noms d'auteurs)

FOAP - KAS | octobre 2018



## Les exemples d'unification du Maghreb dans l'histoire.

**Pr. Dr. BEN ACHOUR Mohamed El Aziz**

Historien, ancien directeur de l'Institut supérieur d'histoire de la Tunisie contemporaine,  
Ancien directeur général de l'ALECSO,  
Ancien Ministre de la Culture et de la sauvegarde du patrimoine

Le passé peut-il constituer une inspiration pour le futur ? Voilà la question qui est à l'origine de cette contribution. S'il est admis, en effet, que la réflexion ou le discours autour d'un Maghreb uni, espéré ou plutôt rêvé, se réfèrent presque inmanquablement à l'idéal formulé durant la période coloniale, personne, me semble-t-il, ne s'est penché suffisamment – en ce qui concerne l'idée unitaire - sur le vieux passé de cette région du monde. Bien entendu, les tentatives d'unification du Maghreb ont été le fait de pouvoirs politiques conquérants, souvent au nom d'une idéologie unitaire. Outre les empires maghrébins, l'Europe voisine n'a pas manqué d'avoir des projets de conquête de l'Afrique du nord. Au XIXe siècle, ils aboutirent à la domination coloniale. Les pays conquis ont-ils réagi à cette occupation dans une vision unitaire déjà présente ou bien ont-ils privilégié le destin national ?

Un autre point important est la tendance tenace à la sécession. Il sera ainsi intéressant de mettre en lumière les causes de ce phénomène de résistance d'un côté et de la fragilité des empires maghrébins, de l'autre.

Un troisième point et non des moindres est celui d'une souveraineté des Etats du Maghreb depuis longtemps malmenée par les puissances étrangères (On note ainsi des interférences européennes dès le Moyen Âge).

L'éclairage de l'histoire pourrait ainsi nous aider à comprendre ce qu'il convient d'éviter et ce qu'il convient de réhabiliter et d'encourager, en méditant les leçons de l'histoire tout en gardant présent à l'esprit les mutations d'aujourd'hui.



## «L'enseignement et la recherche scientifique contribuent-ils à l'intégration maghrébine? Réalités et perspectives.»

**Pr. BEN AMMAR MAMLOUK Zeineb**

Directrice fondatrice de l'ESSECT

Ancienne présidente de l'Université de Tunis El Manar

L'Espace européen de l'enseignement supérieur initié par le «processus de Bologne» en 1999 a simplifié la mobilité des étudiants et des enseignants et renforcé les institutions et les systèmes. En 2017, au sommet de Göteborg en Suède, les dirigeants de l'UE ont exposé leurs projets de construire « des partenariats stratégiques entre les établissements d'enseignement supérieur et d'encourager l'émergence, d'ici 2024, d'une vingtaine d'"universités européennes", à savoir des réseaux d'universités au niveau de l'UE qui permettront aux étudiants d'obtenir un diplôme en combinant des études dans plusieurs pays de l'UE et qui contribueront à la compétitivité internationale des universités européennes». Stimulés par un niveau de qualité élevé, ces réseaux attireront les meilleurs étudiants, enseignants et chercheurs en mettant à profit les pédagogies et les technologies numériques les plus innovantes.

Les mots d'ordre sont donc réseau, qualité, numérisation et innovation.

Qu'en est-il de l'espace maghrébin de l'enseignement supérieur et de la recherche ? Quel est le niveau de coopération entre les universités ? Y a-t-il une stratégie réfléchie pour améliorer cette coopération au regard des enjeux actuels et futurs ? A travers une mobilité des enseignants et des étudiants ainsi que la résolution de problématiques communes, la création d'un espace de l'enseignement et la recherche scientifique contribuerait-il à favoriser l'intégration maghrébine aussi bien économique que sociale ?



## Pour un Maghreb agricole commun: Réalités, enjeux et perspectives de l'agriculture dans l'espace maghrébin

**M. BEN BECHER Leïth**

Agriculteur – Expert Juriste institutionnel

Fondateur et Ancien président du Syndicat des Agriculteurs de Tunisie.

Les pays du Maghreb ont un défi majeur à relever ; celui de la sécurité alimentaire durable. En effet, plus que jamais, il faudra produire plus avec moins ; c'est à dire produire mieux pour une population de plus en plus nombreuse et urbanisée et cela sous la double contrainte de la raréfaction des ressources naturelles (eau, terre et biodiversité) aggravée par un changement climatique dont les effets sont de plus en plus visibles ; d'une part et par la libéralisation des échanges et la volatilité des prix, d'autre part.

Mais en même temps qu'il faudra sécuriser nos approvisionnements et veiller à garantir un revenu décent à défaut d'être équitable pour les paysans et plus largement le monde rural de plus en plus précarisé, voire marginalisé.

Il s'agit donc d'un triple enjeu économique (balance alimentaire/commerciale) social (près de 35% de population rurale) et écologique (aridité, érosion et perte de fertilité des sols). Au-delà c'est un véritable enjeu stratégique et de souveraineté pour l'ensemble des pays de la région, notamment dans la perspective de plus en plus proche des ALECA.

Or des perspectives favorables sont possibles et nous avons par ailleurs des atouts non négligeables et de nombreux facteurs d'une plus grande intégration ; marché interne de 100 millions d'habitants, traditions agraires dans les domaines porteurs (oléiculture, fruits, cultures bio) , agriculture familiale résiliente , proximité de l'Europe comme partenaire commun ..

L'agriculture ne résoudra sans doute pas tout, mais une agriculture maghrébine plus intégrée et mieux concertée est aussi vitale que souhaitable. Elle reste à faire.



## 2019 : Un rendez-vous historique pour les jeunes au Maghreb ?

**Dr. BOUSSOIS Sebastien**

Docteur en sciences politiques,  
Chercheur Moyen-Orient relations euro-arabes/ terrorisme et radicalisation,  
Enseignant en relations internationales  
Chercheur associé au CECID (ULB), à l'UQAM et au CPRMV (Montreal)

Sans faire de politique comparée immédiate, l'objet de cette communication est de dresser les ressorts de l'enjeu de l'année 2019 qui arrive dans les trois principaux pays du Maghreb : élections présidentielles en Algérie, 20 ans de règne de Mohamed VI au Maroc, et poursuite du changement politique en Tunisie malgré les blocages économiques. L'objectif sera de fixer sur les grands enjeux régionaux majeurs qui attendent ces pays, tout en revendiquant un point, lié à notre dernier ouvrage paru avec Azouz Begag : l'urgence d'une prise en charge de la question des jeunes en Méditerranée pour assurer un futur apaisé dans la région. Dans notre livre, nous appelons à la tenue de Grandes Assises de la Jeunesse qui se tiendront probablement à la mi 2019 afin de réfléchir tous ensemble aux défis qui attendent le Maghreb, mais aussi les pays européens dont beaucoup de jeunes ressortissants sont liés à ces pays d'origine. Identité, binationalité, crise existentielle, risques de dérives radicales, chômage endémique, crise sociale profonde, absence de débouchés des plus haut diplômés, fuite des cerveaux, déclin du français dans l'enseignement. Il y a urgence à se saisir de la question dès à présent.



## La grande méditerranée et le Maghreb arabe.

**M. Michele Capasso,**

Fondateur de la Fondazione Mediterraneo  
Réseau euro-méditerranéen pour le dialogue  
entre les Sociétés et les Cultures,  
membre de la Fédération Anna Lindh Italie

«La Grande Méditerranée existe-t-elle autrement que dans notre imaginaire ?» Quand j'ai créé en 1989 la Fondazione Mediterraneo, j'ai répondu à cette question:

«Il existe des modes d'être et des manières de vivre communs ou rapprochés, en dépit des scissions et des conflits qu'éprouve et subit cette partie du monde. Il y a là parfois non seulement deux visions ou deux approches différentes, mais aussi deux sensibilités ou deux vocabulaires divers. La fracture qui en procède est plus profonde qu'elle ne semble être de prime abord: elle entraîne d'autres fractures, rhétoriques, stylistiques, imaginaires; elle engendre des alternatives, qui se nourrissent du mythe ou de la réalité, de la misère ou d'une certaine fierté. Bien des définitions, dans ce contexte, sont sujettes à caution. Il n'existe pas une culture Méditerranéenne: il y en a plusieurs au sein d'une Grande Méditerranée unique. Elles sont caractérisées par des traits à la fois semblables et différents, rarement unis et jamais identiques. Leur similitudes sont dues à la proximité d'une mer commune et à la rencontre, sur ses bords, de nations et de formes d'expression voisines. Leur différences sont marquées par des faits d'origine et d'histoire, de croyances et de coutumes, parfois irréconciliables. Ni les similitudes ni les différences n'y sont absolues ou constantes. Ce sont tantôt les premières, tantôt les dernières qui l'emportent. Le reste est mythologie. Elaborer une culture inter méditerranéenne alternative, la mise en œuvre d'un tel projet ne semble pas imminente. Partager une vision différenciée est plus modeste, sans être toujours facile à réaliser».



Dans un contexte international aujourd'hui fort inquiétant, il faut tenir le terrain et se rallier aux forces du dialogue et de la raison. Le véritable ennemi, à côté de la résignation, est la vaine complaisance de ceux qui «morphinisent» seulement la pointe des problèmes dans l'espoir de les cacher. La Méditerranée ne doit plus faire l'objet de programmes politiques décidés ailleurs; elle doit être, au contraire, le sujet de stratégies qui soient l'expression directe des besoins réels de chaque peuple: c'est pour cette raison qu'il faut prendre conscience des risques de déstructuration et marginalisation de la région méditerranéenne, et décider de s'engager en faveur de la création d'une « Grande Méditerranée », au sein de laquelle il faut développer des actions concrètes au niveau régional selon des spécificités homogènes, comme celles qui impliquent le Maghreb Arabe, comprenant des Pays comme la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye.

Comment faire tout cela ?

Voilà la question qui est à l'origine de cette contribution.



## . L'intégration maghrébine de l'énergie

**M. EL HADDAD Mustapha**

Ingénieur Conseils

Après un bref rappel des différentes filières énergétiques nous aborderons les points suivants : (1) les ressources énergétiques des pays du Maghreb, (2) l'évolution du bilan énergétique de ces pays (3) les échanges d'électricité, de gaz naturel et de produits pétroliers entre les pays maghrébins, (4) les projets d'intégration maghrébine de l'énergie, (5) les obstacles à une intégration maghrébine de l'énergie et (6) quelques pistes pour une meilleure intégration énergétique au Maghreb.

1) Des ressources énergétiques fossiles et renouvelables abondantes inégalement réparties. Mais des ressources renouvelables relativement peu mises en valeur. Nous présenterons un état des lieux et l'évolution des ressources disponibles et de leur production dans les différents pays maghrébins. Des projections à l'horizon 2030 seront tentées.

2) Un bilan énergétique globalement excédentaire. Le bilan énergétique de la production diminuée de la consommation est globalement excédentaire. Mais cet excédent diminue d'année en année. La consommation évolue globalement beaucoup plus vite que la production. L'évolution de la demande sera analysée par filière, pour les différents pays et globalement. Des projections seront également tentées.

3) Des échanges déséquilibrés, tirés par le marché européen. Hors gaz naturel, les échanges commerciaux d'énergies intra-Maghreb restent limités et les interconnexions des réseaux de transport des différentes formes d'énergie sont relativement peu développées et/ou peu exploitées. Nous procéderons à une revue des infrastructures de transport et d'échanges de pétrole, de gaz et d'électricité dans la région. Les volumes d'échanges, leurs évolutions et leur poids dans la consommation seront analysés par pays et globalement. Le cadre de ces échanges sera passé en revue. Le potentiel des échanges d'énergie sera estimé afin de mieux illustrer les enjeux. Le contexte et les enjeux à l'échelle de la région Euromed seront passés en revue.

4) Plusieurs projets d'intégration régionale restés lettre morte. Au cours des dernières décennies plusieurs études de projet d'intégration régionale ont été menées. Ces études ont fait ressortir l'intérêt de ces projets pour toutes les parties. En particulier, l'intérêt des projets d'interconnexion électrique pour la mise en valeur des énergies renouvelables. Ces études n'ont pas eu de suite favorable. Seuls des projets d'interconnexion Sud – Nord semblent retenir l'intérêt des pays du Maghreb.





5) Plusieurs obstacles à une intégration maghrébine de l'énergie. Nous citerons en particulier :

- Une dégradation de la situation sécuritaire et politique pénalisante pour les investisseurs ;
- Un cadre de la coopération régionale en perpétuel changement, un cadre de coopération sud-sud trop vague, sans feuille de route ;
- La coopération et la complémentarité sud-sud ne sont pas prises en compte par les stratégies des pays du Maghreb qui privilégient la coopération bilatérale avec l'Europe ;
- Les marchés de l'énergie des pays maghrébins sont administrés et très protégés, leurs règles de fonctionnement ne favorisent pas l'intégration régionale.

6) Quelques pistes pour une meilleure intégration maghrébine de l'énergie.

- Afficher une volonté politique et une feuille de route communes ;
- Sécuriser les investisseurs et leur donner une visibilité à moyen et long termes ;
- Adopter des règles communes permettant l'émergence d'un marché maghrébin de l'énergie ;
- Compléter les interconnexions des infrastructures de transport et de distribution de l'électricité et du gaz ;
- Etablir, adopter et afficher des projets communs en particulier dans les domaines des énergies renouvelables, formation et R&D.



## **Dimensions et enjeux socio-économiques de l'intégration des pays de l'UMA.**

### **Une contribution à la réflexion sur les opportunités sectorielles.**

**Pr. EL HIRI Abderrazak**

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales  
Université Sidi Mohammed Ben Abdellah -Fès - Maroc  
Directeur du Laboratoire de Coordination des Etudes  
et des Recherches en Analyses et Prévisions Economiques (CERAPE)

A l'ère de la constitution des blocs économiques régionaux, l'intégration des économies maghrébines s'impose comme une nécessité incontournable dans la mesure où elle est susceptible d'accélérer l'insertion des pays de l'UMA à l'économie mondiale, d'améliorer leur attractivité et de promouvoir la croissance économique.

Une étude réalisée, dans ce sens, par le Secrétariat de l'UMA en 2009 a révélé que l'intégration économique maghrébine ferait gagner à la région :

- un investissement de 5 milliards de dollars par an dont 3 milliards de dollars en IDE ;
- une création supplémentaire d'emplois dans un espace marqué par un chômage assez important surtout du côté des jeunes ;
- une économie dans le secteur électrique d'environ 25% de la production dans le cas où les centrales électriques du Maghreb seraient intégrées ;
- un accroissement des exportations agricoles de l'ordre de 45%, soit près de 1% du PIB net agricole des pays du Maghreb.

Dans le même sens et selon la Banque Mondiale, une intégration maghrébine, basée sur la libéralisation et appuyée par l'amélioration de l'environnement des affaires, ferait croître le PIB réel par tête entre 24% et 34 % sur une décennie et selon les pays.

Les enjeux socio-économiques de l'intégration des pays de l'UMA sont donc importants. En effet, l'intensification des relations économiques qui sera permise par cette intégration est de nature à



faire émerger de nouvelles formes de spécialisation intrarégionale, spécialisation propice à une meilleure allocation des facteurs de production et par conséquent à la réalisation d'importantes économies d'échelle.

L'intégration des économies du Maghreb n'est pas une affaire facile à réaliser. Elle est empreinte de plusieurs difficultés et requiert de lever les obstacles qui se dressent à sa réalisation. Il s'agit en particulier de compléter le cadre institutionnel de l'intégration, de développer l'information sur les conventions commerciales entre les pays du Maghreb et surtout de faire converger les politiques macroéconomiques.

La réussite de cette intégration est également tributaire du développement de la complémentarité structurelle des économies des pays de l'UMA. C'est que l'absence de cette dernière, conjuguée à des facteurs institutionnels et politiques, fera persister la faiblesse actuelle de la part relative des échanges intra-maghrébins (moins de 3% des échanges extérieurs des cinq pays de l'UMA). Plus précisément, cette intégration dépend des actions en faveur de la promotion des diverses dimensions de l'intégration régionale à savoir : les infrastructures régionales, l'intégration commerciale et productive, l'intégration financière et macroéconomique et la libre circulation des personnes.

Cette modeste contribution s'articule autour de trois principaux axes :

Premier axe : établir un état des lieux des relations économiques entre les pays de l'UMA et plus particulièrement après la signature du traité constitutif de l'UMA le 17 février 198.

Deuxième axe : quantifier certaines dimensions de l'intégration régionale entre les pays du Maghreb à savoir : les infrastructures régionales (proportion des vols aériens intrarégionaux, indice du développement des infrastructures (transport, électricité, TIC)), intégration commerciale et productive (niveau des droits de douane, niveau des exportations et importations intrarégionales).

Troisième axe : montrer que la construction maghrébine est profitable aux pays de la zone à plusieurs égards : possibilités de partenariats sectoriels (en particulier dans le domaine industriel), promotion de la croissance économique et création d'emplois surtout pour les jeunes.



## **L'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) : Une opportunité à saisir ou une colonisation déguisée.**

**Dr GADHOUM Oualid,**  
Maître de Conférences Agrégé  
Expert au PNUD

L'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) concerne un projet d'accord entre la Tunisie et l'Union Européenne pour élargir et consolider leur coopération économique. Il s'inscrit dans la stratégie de réformes amorcées par la Tunisie pour asseoir une intégration progressive du pays dans son contexte régional, maghrébin, arabe, euro-méditerranéen et international. Il s'agit d'un véritable accélérateur des réformes décidées et planifiées en toute souveraineté.

Accord très délicat, surtout que les pays de l'Union Européenne et la Tunisie ne sont pas au même niveau de développement, l'ALECA devrait se concrétiser par étapes et sera probablement signé en 2019.

L'ALECA concrétise un objectif majeur du partenariat privilégié obtenu par la Tunisie auprès de l'Union Européenne en 2012 et constitue un instrument d'intégration plus profonde de l'économie tunisienne dans le marché intérieur de l'UE d'autant plus que la moitié des échanges commerciaux de la Tunisie se fait avec l'Union Européenne et avoisine les 63.4% .Il suppose non seulement l'adaptation de la loi tunisienne à la loi européenne, mais aussi et surtout, sa transposition c'est-à-dire son effacement et son remplacement par la loi européenne.

L'intégration de l'économie tunisienne dans l'espace économique européen se ferait en :

- Harmonisant progressivement les réglementations de l'environnement commercial, économique et juridique.
- Réduisant les obstacles non tarifaires.
- Simplifiant et facilitant les procédures douanières.
- Améliorant les conditions d'accès de produits et services aux marchés respectifs.



Il s'agit d'un projet d'accord qui vise à compléter et à étendre à d'autres secteurs la zone de libre échange pour les produits industriels manufacturés mise en place par l'accord d'association de 1995 qui ne prévoit l'élimination des tarifs douaniers que pour les seuls produits industriels.

En réalité, les négociations ne seront pas unilatérales puisque certains domaines comme les TIC ou la mobilité des individus seront traités en partenariat. L'approche sera asymétrique en faveur de la Tunisie qui peut d'ailleurs, comme le Maroc, refuser de négocier certains secteurs et les considérer comme intouchables.

Une fois finalisé, l'ALECA permettra aux produits tunisiens d'accéder au marché européen. Il favorisera également des conditions d'investissement et améliorera le climat d'affaire grâce à un cadre réglementaire plus prévisible et plus proche de celui de l'UE. L'adaptation progressive de l'économie tunisienne aux normes européennes contribuera à hausser la qualité des produits et services tunisiens.

Même si l'UE promet de continuer à soutenir financièrement la Tunisie jusqu'en 2020, cette dernière entame le troisième round des négociations dans la souffrance. En effet, classée comme un paradis fiscal, puis un pays qui favorise le blanchiment d'argent et plus récemment déclassée par la COFACE comme un pays à risque élevé, la Tunisie est loin d'être en position de force pour mener à bien les négociations avec ses partenaires européens surtout que la lutte contre les paradis fiscaux est une question constamment inscrite à l'ordre du jour des pays membres de l'OCDE. Mieux encore, son classement comme un pays de blanchiment d'argent portera non seulement atteinte à l'image de marque de la Tunisie, mais découragera les entreprises étrangères (IDE) qui seront accusés en investissant en Tunisie de blanchir de l'argent et de financer le terrorisme. Aussi, les crédits octroyés à la Tunisie connaîtront inéluctablement une augmentation dans les taux et le classement de la Tunisie par les agences de notation connaîtra forcément une baisse conséquente.

Même si l'économie tunisienne a montré des signes de reprise au premier semestre 2018, avec la plus forte croissance depuis 2014 soutenue par l'agriculture et les exportations, l'état des lieux actuel ne favorise pas loin s'en faut les négociations du projet d'accord et les rendent plus difficiles aux responsables tunisiens. Réussir de telles négociations suppose, non seulement l'adhésion aux standards internationaux, mais aussi, l'ouverture avec audace de plusieurs chantiers juridiques et fiscaux.



## L'intégration au Maghreb : Quels enjeux pour quel renouveau

**Dr. RAIS Mehdi**

Docteur en sciences politique

Coordinateur de la Konrad Adenauer Stiftung Maroc

Le Maghreb demeure à l'antipode de la tendance des intégrations régionales qui caractérisent le monde en ce début du XXIème siècle. L'UE, le Mercosur, ALENA...Constituent les modèles des intégrations régionales dont les Etats-membres s'efforcent de répondre conjointement aux défis économiques, politiques, sociaux et sécuritaires dans un contexte international très difficile. L'Union Maghreb Arabe, pourtant, créée dès la décennie 80 n'arrive pas toujours à dépasser le blocage survenu durant le début de la décennie 80 n'arrive pas toujours

à dépasser le blocage survenu durant le début des années 90. En effet, les Etats membres la composant demeurent incapables de renforcer leur coopération pour surmonter les enjeux frappant la région. Les raisons sont multiples et reposent sur des considérations politiques, stratégiques, Financières voire aussi de voisinage. Cependant, il apparaît évident que les multiples défis qui touchent actuellement la région du Maghreb alimente davantage le débat sur l'utilité de l'UMA et son renouveau. L'Unité du Maghreb devient plus qu'une priorité. En effet, il est primordial d'adopter une nouvelle approche plus dynamique, plus ouverte et plus adaptée aux difficultés que rencontrent actuellement les pays de la région. Ces derniers sont tenus aujourd'hui de surmonter leurs différents et réfléchir à reconstruire l'intégration maghrébine. Dès lors, notre intervention retracera les enjeux que connaît le Maghreb actuellement et se focalisera sur des solutions voire des recommandations susceptible d'apporter des perspectives d'une intégration maghrébine plus efficace et plus réussie.



## Mondialisation, espaces frontaliers maghrébin de la Tunisie et développement régional.

**Pr. TIZAOUI Hamadi**

Professeur des universités géographe économiste, Université de Tunis,  
Enseignant chercheur, Faculté des Sciences Humaines et Sociale de Tunis  
Membre du laboratoire: Diraset: Etudes maghrébines

La mondialisation de l'économie a eu comme corollaire l'apparition de grandes régions économiques regroupant plusieurs pays et parfois des sous continents à l'instar de l'UE, de l'ALENA, de l'ASEAN (Sud Est asiatique), du Mercosur (Amérique du Sud), du CCEAG (Golfe), de l'UMA (Maghreb), etc. L'Union du Maghreb Arabe qui est apparue en 1989, n'a pas beaucoup progressé et il est en phase de déclin. Toutefois dans certaines de ses régions économiques ont émergé des zones assez dynamiques qui englobent plusieurs Etats voisins qui se sont inscrits dans une logique de mise en valeur mutuelle et équitable de leurs frontières et ce à travers plusieurs pratiques bénéfiques à tous les partenaires transfrontaliers. Ces zones constituent de nos jours des bassins de production, d'échanges, d'emploi et de vie parfois très intenses stimulant in fine les processus d'intégration économique, sociale et culturelle entre les pays voisins. La mise en place et le dynamisme de ces espaces transfrontaliers ne résultent pas uniquement de longs processus de négociations entre Etats et communautés transfrontaliers, mais sont également le fruit d'une synthèse de plusieurs "facteurs de réussites" qui ont autorisés l'émergence de ces territoires créateurs de richesse et de prospérités partagées par les Etats, les sociétés et les territoires limitrophes.

Qu'on est-il de la situation au Maghreb et au sein de l'UMA? Pourquoi les espaces frontaliers maghrébins de la Tunisie longent-ils toujours les régions les plus pauvres et les plus marginales du pays? Pourquoi ces espaces ne se sont-ils pas transformés en territoire créateurs de richesse et moteur du développement régional? Nous essaierons sur les exemples précis des gouvernorats frontaliers du Kef, au Nord-Ouest et de Médenine au Sud Est, de contextualiser la question de l'éventuelle contribution des frontières au développement régional de ces régions. Nous traiterons ensuite des dysfonctionnements et des facteurs de blocage de la constitution de zones frontalières prospères dans les deux régions respectives. Nous ouvrirons enfin par une nouvelle problématisation de la contribution des frontières maghrébines de la Tunisie au développement global et régional des territoires intérieurs mal développés de notre pays.

**FOAP - KAS | octobre 2018**



## Le Maghreb à l'ombre de la géopolitique

**Pr. TLILI Ridha**

Directeur de la Fondation Ahmed Tlili  
pour la Culture Démocratique

L'objet de cette communication consiste à porter un regard sur les impacts des conflits politiques, territoriaux et géopolitiques, sur une idée forte, une idée ancrée dans une culture de l'identité qui a porté une région de la Méditerranée Occidentale, le Maghreb, au cœur de l'imaginaire social et au centre de la mémoire collective des Maghrébins, des Méditerranéens et du reste du monde.

Dans le même contexte nous nous interrogeons sur les conséquences des impératifs géopolitique sur la construction d'un ensemble régional " Le Grand Maghreb ":cette approche s'articule autour de trois axes :

- La décolonisation le Grand Maghreb dans la confusion.
- Laguerre froide et l'impossible construction du Grand Maghreb.
- La mondialisation, les crises régionales, l'Union Européenne; le Grand Maghreb dans l'incertitude.
- Le Printemps Arabe : une nouvelle discorde au Maghreb.





## البرغماتية في العلاقات الاوروبية-المغربية بعد 2011 : 5+5

. . بوروي (عبداللطيف)  
أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم السياسة -جامعة قسنطينة 3 -صالح بوبنيدر-

نحتاج إلى مدخل فكري جديد كمنطلق إستيمولوجي مقترح يشمل في تفسيره موضوع التنمية المستدامة والحكم الراشد وعلاقته بمفهوم الأمن القومي في العلاقات الأوروبية-المغربية بعد موجة الإنتقال الديمقراطي،و التي عرفتها بعض الدول المغاربية عام 2011،لما يثيره الموضوع من عدة إشكالات على مستوى النقاشات الأكاديمية،و السياسات و الإستراتيجية الميدانية، خاصة بين الباحثين في الضفة الشمالية والجنوبية من البحر الأبيض المتوسط.باعتبار أن طبيعة الموضوع وكيفية تفسيره المقترح يتطلب طرق بحث جديدة تتماشى والمراجعة المقترحة (المفهوم والمقاربة والمنهجية المقترحة) يشمل في إعداده أهمية الأمن كجوهر لأي تحليل في هذه العلاقات بأبعادها المختلفة، و يتضمن كذلك تجاوز الطرح الذي مفاده أن الدول المغاربية لا تؤدي دورها في الأمن الإقليمي، وأنها مصدر تهديدات و أخطار،إلى طرح مغاير يقوم على إشراكها في صياغته في ظل التراجع التدريجي لدور الدولة في عدم إمكانية القيام ببعض الوظائف،ولا تكون إلا من زاوية العمل المشترك، وفق علاقات تماثلية بين الطرفين أين المصلحة مشتركة ومتطورة .

بالمقابل هذا النقاش النظري الذي يحتاج إلى دراسة ميدانية لحالة أو حالات من العمل المشترك البرغماتي والانتقال من التجريد إلى التجريب، تبرز في وجود مبادرة للدفاع مرنة برغماتية،تطوعية،غير ميثاقية، قائمة على كل بقدراته وإمكاناته، هي حالة مهمة للدراسة يمكن أن نزوج فيها بين النقاش النظري الأكاديمي والإسقاط الميداني المرتبط بالواقع، والمتمثلة في مبادرة خمسة+خمسة دفاع(ترتيبها وفق موقعها الجغرافي من الشرق إلى الغرب،و التي تشمل كلا من تونس الجزائر ، وليبيا،و المغرب،وموريتانيا إلى جانب مالط ، وإيطاليا و،وفرنسا،و إسبانيا ،والبرتغال) باعتبارها أكثر المبادرات الإقليمية نشاطا في المنطقة المتوسطية.

الكلمات المفتاحية: العلاقات الأوروبية -المغربية- الأمن المشترك،الواقع والتحديات،المشاكل والمعوقات،الأفاق المستقبلية.



## انعكاسات الربيع العربي على المسيرة المغاربية

صلاح الدين الجمالي

مبعوث أمين الجامعة العربية إلى ليبيا

سفير وكاتب دولة للشؤون المغاربية والعربية والإفريقية بوزارة الشؤون الخارجية سابقا

شهدت المسيرة المغاربية انطلاقة متحمسة من مراكش 1989. وتم تركيز هياكل الاتحاد المغاربي خلال التسعينات بجدية و تفاؤل بالمستقبل. لكن في العشرية الموالية بدأ التراجع و الانكسار. ثم جاء ما يسمى بالربيع العربي لينسف كل ما تحقق و يدخل بلدان الاتحاد المغاربي في دوامة تستهدف أسس الدولة و الاستقرار ونجم عن ذلك لجوء البلدان المغاربية إلى السياسة و سيطرة الإسلام السياسي المتطرف على كل مظاهر الحياة و الحماية و التركيز على الأمن الداخلي و تشديد الرقابة على تنقل الأشخاص بمن فيهم المواطنين المغاربة. تجمدت المسيرة المغاربية و معها تراجعت العلاقات البيئية الثنائية



## عناصر للتفكير في إستراتيجية ثقافية مغاربية

. . الزيدي (منجي)

أستاذ التعليم العالي بجامعة تونس

تقترح هذه الورقة عناصر للتفكير في إستراتيجية ثقافية مغاربية. و تنطلق من تحليل لأبرز مقومات السياسات الثقافية المنتهجة في دول اتحاد المغرب العربي: ليبيا وتونس والجزائر والمغرب. وتحاول تتبع الإمكانيات والفرص المتاحة لوضع إستراتيجية عمل ثقافي مغاربي مشترك، يستلهم أسسه من الرصيد التاريخي والجوار الجغرافي الموحد، ويستمد مقوماته من التحديات التي تواجه المنطقة في ظل الوضع العالمي المتغير وغير المستقر. كما تسعى الورقة أيضا إلى ربط عناصر التفكير هذه باستراتيجيات التعاون الثقافي الدولي على المستويات الدولية والإسلامية والعربية.

